

CAHIER DES CHARGES

I. Informations générales

Intitulé de la mission	Formations au profit du SCIFA
Bénéficiaire(s)	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants – Service d’Information et de Communication des Armées (SCIFA)
Pays	République Démocratique du Congo
Durée totale des jours prévus	

II. Contexte et justification du besoin

La province du Nord-Kivu compte une population estimée à environ 10 578 600 habitants et occupe une surface de 59 483 km². Elle est limitrophe du Rwanda et de l’Ouganda et a pour chef-lieu la ville de Goma.

Tout comme l’Ituri, le Nord-Kivu est confronté depuis de nombreuses décennies à des conflits meurtriers.

Après une première guerre des Kivu qui oppose le mouvement du CNDP, aux FARDC et aux groupes Maï-Maï, un traité de paix est signé à travers lequel le CNDP accepte sa transformation en parti politique. Néanmoins, quelques mois après sa signature, plusieurs éléments de ce groupe, estimant que les termes de l’accord n’étaient pas respectés, créent le groupe M23 lequel reprend le combat armé.

Après de multiples incidents et l’occupation de plusieurs territoires, les troupes du M23 subissent de lourdes pertes à la suite de combats avec les FARDC et la brigade d’intervention de la MONUSCO, et finissent par annoncer le dépôt des armes en octobre 2013. Néanmoins, en novembre 2021, le M23 réapparaît sur le théâtre des opérations et une nouvelle offensive sur le Nord-Kivu est lancée en mars 2022 avec des moyens offensifs plus importants.

Les origines du conflit au Nord-Kivu sont également multiples, avec un fond de conflits communautaires, mais l’enjeu principal se trouve dans l’exploitation des multiples ressources naturelles, dont les minerais (cuivre, cobalt, zinc, manganèse, or, uranium, et germanium) et l’accès à ses terres fertiles.

A l’instar de l’Ituri, et face à la résurgence des conflits violents, la région du Nord-Kivu a été placée sous état de siège depuis le 6 mai 2021, et sous administration des FARDC. Se situant également dans le territoire de la 3ème zone de défense, le Nord-Kivu abrite la région militaire de Goma (34) et deux commandements opérationnels, Sukola 1 Grand Nord-Kivu basé à Béni et en charge de la lutte contre les ADF, et Sukola 2 Nord-Kivu en charge de la lutte contre les FDLR et le M23.

Accompagner le corps de santé militaire dans ses missions de protection et de prise en charge des populations civiles victimes des conflits armés et des militaires blessés a le bénéfice de participer au rétablissement du lien de confiance entre les populations et les FARDC. En effet, le corps de santé militaire constitue un acteur naturel de construction d’une relation de confiance avec les populations civiles, bénéficiant par excellence de l’image de protection et de soin.

III. Objectifs et résultats poursuivis

1) Objectif général

Le projet « Unis pour la Paix et la Sécurité » (UPS) est mis en oeuvre conjointement par Expertise France (chef de file) et l'agence de coopération technique belge Enabel. Chacune des agences a la charge de la réalisation de deux composantes et s'appuie pour ce faire sur des ressources humaines et matérielles mutualisées et partagées au sein d'un bureau pays à Kinshasa et d'une antenne à Goma. Dans cette articulation, Expertise France a la charge de la coordination globale et de la mise en oeuvre des composantes 1 et 4 et Enabel des composantes 2 et 3.

Le projet « Unis pour la Paix et la Sécurité » se décline en quatre (4) composantes :

- Accompanyer la mise en oeuvre de la réforme des Armées (1) ;
- Appuyer la modernisation de l'administration de la Défense (2) ;
- Renforcer la redevabilité et le lien de confiance entre les forces armées et la population (3) ;
- Renforcer les capacités de l'armée à soutenir et à protéger les populations civiles des zones de conflits dans les provinces du Nord Kivu et de l'Ituri, et par extension dans le Tshopo (4).

2) Objectifs spécifiques

Dans le cadre de la composante 3, il s'agit de participer au renforcement de la communication institutionnelle du Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants et de l'Etat-Major Général

3) Résultats à atteindre

Il s'agit de poursuivre la montée en puissance du SCIFA avec une attention particulière et prioritaire, à la mise en oeuvre d'une communication ciblée dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri.

IV. Description des prestations

1) Objet :

Il s'agit d'assurer la formation théorique et/ou technique du personnel du SCIFA.

Le montant envisagé global pour l'ensemble des équipements est de 80 000 \$ (quatre-vingt mille dollars). Ce montant n'est pas contractuel et pourrait être soumis à modification à la hausse comme à la baisse entre les 2 sections.

2) Description du lot technique :

- Lot unique : formations

Les formations à assurer sont les suivantes :

- Formation au montage audio numérique
- Formation au montage vidéo numérique
- Prise de vue : Photographie
- Prises de vue : Caméraman
- web journalisme
- Animation d'un réseau social

- Pilotage drone et prise de vue professionnelle

Les objectifs pédagogiques, les compétences visées et les durées estimées des formations sont rappelées en annexe 1,

Lieu de formations : Kinshasa

Le soumissionnaire doit disposer des infrastructures adaptées pour le déroulement des formations. Ces infrastructures ou salles de cours devront être équipées du matériel adéquat : rétroprojecteur, tables, chaises, matériel pédagogiques adaptés à la formation dispensée, etc.
La mise à disposition des matériels pédagogiques est à la charge exclusive du titulaire.

Nombre de formations :

Il envisagé que chaque formation soit réalisée au moins une fois.

Modalités organisationnelles des formations :

- Module théorique
- Module pratique
- Cas concret, projet individuel ou collectif ou test (selon nécessité)

Fournitures scolaires :

La fourniture de prise de note est à assurer par le titulaire : carnet à spirale format A5 100 pages et stylo.

Durée :

Chaque formation aura une durée d'une centaine d'heures environ (ou 3 semaines sur 15 jours effectifs du Lundi au vendredi inclus sur une durée quotidienne entre 6 et 7 heures). Voir annexe 1

3) Livrables attendus

Pour chaque formation, les livrables attendus sont :

- Tableau récapitulatif des états quotidiens des présents (matin et après-midi) sous format papier
 - Nom
 - Prénom
 - Affectation
 - N° de téléphone
 - Case signature (Matin et après-midi) du personnel présent
- Une attestation de stage au format A4
 - Attestation individuelle
 - Rappel libellé de la formation
 - Dates de stage (début et fin)

Le modèle d'attestation sera établi ultérieurement) entre titulaire et Expertise France.

- Rapport d'activité comprenant a minima
 - Libellé formation
 - Résumé de la formation

- Nombre de candidats
- Les durées
- Emploi du temps
- Résultats obtenus

La production du livrable de la formation dispensée conditionne le paiement de la commande passée par Expertise France au titre du bon de commande.

4) Coordination :

Le prestataire désignera un interlocuteur unique pour l'ensemble des formations.

Mr Christophe Theriez, du projet UPS, sera l'interlocuteur unique du prestataire pour Expertise France
Téléphone : +243 848 964 506
Courriel : christophe.theriez@expertisefrance.fr

Une réunion de lancement se tiendra dans les 7 jours après la notification du contrat.

Une réunion de coordination aura lieu pour chaque formation :

- Une réunion de lancement dans la semaine précédant la formation
- Une réunion de clôture dans la semaine qui suit la fin de la formation.

V. Calendrier

- 1) Consultation octobre 2025**
- 2) Durée de consultation : 2 semaines.**
- 3) Début de la première formation : à compter de novembre 2025**
- 4) Durée du contrat : 31 janvier 2027 (dernière formation terminée)**